



Nouveau Grand Jeu dans le Caucase et en Asie centrale

Les joueurs s'unissent et s'affrontent si rapidement que l'échiquier de l'intégration eurasiatique ressemble à des chaises musicales prestissimo.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 19 novembre 2021

[Asia Times](#) 11 novembre 2021

Région : [Asie](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Économie](#)

L'échiquier eurasiatique est en mouvement continu à une vitesse vertigineuse.

Après le choc de l'Afghanistan, nous sommes tous conscients de l'interconnexion progressive de l'Initiative Ceinture et Route (BRI), de l'Union économique eurasiatique (UEEA) et de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), ainsi que des rôles prééminents joués par la Russie, la Chine et l'Iran. Ce sont les piliers du Nouveau Grand Jeu.

Concentrons-nous maintenant sur certains aspects relativement négligés mais non moins importants du jeu - allant du Caucase du Sud à l'Asie centrale.

L'Iran, sous la nouvelle administration Raïssi, est désormais sur la voie d'une intégration commerciale et économique accrue avec l'UEEA, après son admission en tant que membre à part entière de l'OCS. Le pivot « vers l'Est » de Téhéran implique un renforcement de la sécurité politique ainsi que de la sécurité alimentaire.

C'est là que la mer Caspienne joue un rôle clé - car les routes commerciales inter-caspennes contournent complètement les sanctions ou les tentatives de blocus américaines.

Une conséquence inévitable, à moyen et long terme, est que la sécurité stratégique renouvelée de l'Iran, ancrée dans la Caspienne, s'étendra également à l'Afghanistan, qui a des frontières avec deux des cinq voisins de la Caspienne : l'Iran et le Turkménistan.

Le processus d'intégration eurasiatique en cours prévoit la création d'un corridor transcaspéen, nœud essentiel, qui partira du Xinjiang en Chine pour traverser l'Asie centrale, puis la Turquie, jusqu'à l'Europe de l'Est. Ce corridor est un travail en cours.

Une partie des travaux est menée par la [CAREC](#) (Central Asia Regional Economic Cooperation), qui regroupe stratégiquement la Chine, la Mongolie, le Pakistan, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, les cinq « stans » d'Asie centrale et l'Afghanistan. La Banque asiatique de Développement (ADB) en coordonne le secrétariat.

La CAREC n'est pas un organe de la Ceinture et la Route et de la Banque asiatique de Développement des Infrastructures (AIIB) piloté par la Chine. Toutefois, les Chinois ont une interaction constructive avec l'ADB, basée à Manille et orientée vers l'Occident.

L'Initiative Ceinture et Route développe ses propres couloirs via les « stans » d'Asie centrale et surtout jusqu'à l'Iran, désormais stratégiquement lié à la Chine par un accord à long terme de 400 milliards de dollars sur l'énergie et le développement.

Dans la pratique, le Transcaspien sera parallèle et complémentaire aux couloirs existants de la BRI. Ainsi, des composants de l'industrie automobile allemande chargent des trains de marchandises dans le Transsibérien à destination de coentreprises en Chine, tandis que les ordinateurs portables et les imprimantes de Foxconn et HP fabriqués à Chongqing font le chemin inverse vers l'Europe occidentale.

La mer Caspienne est en train de devenir un acteur clé du commerce eurasien depuis que son statut a [finalement été défini](#) en 2018 à Aktau, au Kazakhstan. Après tout, la Caspienne est un carrefour majeur qui relie simultanément l'Asie centrale et le Caucase du Sud, l'Asie centrale et l'Asie occidentale, ainsi que le nord et le sud de l'Eurasie.

C'est un voisin stratégique du Corridor international de Transport nord-sud (INSTC) - qui comprend la Russie, l'Iran, l'Azerbaïdjan et l'Inde - tout en reliant la BRI et l'UEEA.

Surveillez le Conseil turc

Toutes les interactions susmentionnées sont régulièrement discutées et planifiées lors du Forum économique annuel de Saint-Pétersbourg et du Forum économique oriental de Vladivostok, les principales réunions économiques de la Russie, parallèlement aux discussions de Valdai.

Mais il y a aussi des interpolations entre les acteurs - certaines d'entre elles conduisant à des partenariats possibles qui ne sont pas exactement appréciés par les trois principaux membres de l'intégration de l'Eurasie : la Russie, la Chine et l'Iran.

Par exemple, il y a quatre mois, le ministre des Affaires étrangères du Kirghizstan, Ruslan Kazakbaev, s'est rendu à Bakou pour proposer un partenariat stratégique - baptisé 5+3 - entre les [États d'Asie centrale et du Caucase du Sud](#) .

C'est là que le bât blesse. Un problème spécifique est que le Turkménistan et l'Azerbaïdjan sont tous deux membres du Partenariat pour la Paix de l'OTAN - qui est un concert militaire - et également du Conseil turc, qui s'est lancé dans une campagne d'expansion résolue. Pour compliquer les choses, la Russie a également un partenariat stratégique avec l'Azerbaïdjan.



Conseil turc a le potentiel pour agir comme une clé de voûte dans les travaux - eurasiens. Il compte cinq membres : Turquie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan et Kirghizstan.

C'est le panturquisme - ou pan-touranisme - en action, avec un accent particulier sur le « une nation, deux États » turco-azéri. L'ambition est la norme : Le Conseil turc a activement tenté de séduire l'Afghanistan, le Turkménistan, l'Ukraine et la Hongrie pour qu'ils deviennent membres.

En supposant que l'idée du 5+3 fasse son chemin, cela conduirait à la formation d'une entité unique depuis la mer Noire jusqu'aux frontières du Xinjiang, en théorie sous prééminence turque. Et cela signifie la prééminence de l'OTAN.

La Russie, la Chine et l'Iran ne s'en réjouiront pas vraiment. Les huit membres du 5+3 sont tous membres du Partenariat pour la Paix de l'OTAN, tandis que la moitié d'entre eux (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Arménie) sont également membres du contrepoids, l'OTSC dirigée par la Russie.

Les acteurs eurasiens savent parfaitement que, début 2021, l'OTAN a confié à la Turquie le commandement de sa Force opérationnelle interarmées à très haut Niveau de Préparation. Par la suite, Ankara a entamé une sérieuse campagne diplomatique - le ministre turc de la Défense Hulusi Aka s'est rendu en Libye, en Irak, au Kirghizstan et au Tadjikistan.

Traduction : C'est la Turquie - et non les Européens - qui projette la puissance de l'OTAN à travers l'Eurasie.

Ajoutez à cela deux exercices militaires récents, Anatolian 21 et [Anatolian Eagle](#) 2021, axés sur les opérations spéciales et le combat aérien. Anatolian 21 a été mené par les forces spéciales turques. La liste des participants était assez importante, en termes d'arc géopolitique. Outre la Turquie, nous avons l'Albanie, l'Azerbaïdjan, le Pakistan, le Qatar, le

Kazakhstan et l'Ouzbékistan – avec la Mongolie et le Kosovo comme observateurs.

Une fois de plus, c'est le panturquisme – ainsi que le néo-ottomanisme – en action.

Regardez le nouvel Intermarium

Les spéculations des nostalgiques de Brzezinski selon lesquelles un 5+3 réussi, plus un Conseil turc élargi, conduiraient à l'isolement de la Russie dans de vastes étendues d'Eurasie sont oiseuses.

Rien ne prouve qu'Ankara serait en mesure de contrôler les corridors pétroliers et gaziers (il s'agit d'un territoire de premier ordre pour la Russie et l'Iran) ou d'influencer l'ouverture de la Caspienne aux intérêts occidentaux (cette question relève des voisins de la Caspienne, qui comprennent, une fois encore, la Russie et l'Iran). Téhéran et Moscou sont tout à fait conscients des jeux d'espionnage animés Erdogan/Aliev qui se déroulent constamment à Bakou.

Pour sa part, le Pakistan a beau entretenir des relations étroites avec la Turquie – et le combo turco-azéri. Pourtant, cela n'a pas empêché Islamabad de conclure un énorme accord militaire avec Téhéran.

Selon cet accord, le Pakistan formera des pilotes de chasse iraniens et l'Iran formera les forces spéciales antiterroristes pakistanaises. L'armée de l'air pakistanaise dispose d'un programme de formation de classe mondiale, tandis que Téhéran possède une expérience de premier ordre dans les opérations antiterroristes en Irak/Syrie ainsi qu'à ses frontières sensibles avec le Pakistan et l'Afghanistan.

Le couple turco-azéri doit être conscient que le rêve de Bakou de devenir une plaque tournante du commerce et des transports dans le Caucase ne peut se réaliser qu'en étroite coordination avec les acteurs régionaux.

Il est toujours possible qu'un corridor de commerce et de connectivité turco-azéri soit étendu au cœur de l'Asie centrale à base turque. Cependant, la récente intervention musclée de Bakou après la victoire militaire dans le Nagorny-Karabakh a, comme on pouvait s'y attendre, provoqué un retour de bâton. L'Iran et l'Inde développent leurs propres idées de corridors vers l'Est et l'Ouest.

Il revenait au président de l'Organisation iranienne de Promotion du Commerce, Alireza Peymanpak, de préciser que « *deux routes de transit alternatives Iran-Eurasie remplaceront la route de l'Azerbaïdjan* ». La première devrait s'ouvrir prochainement, « *via l'Arménie* » et la seconde « *par voie maritime en achetant et en louant des navires* ».

Il s'agissait d'une référence directe, une fois de plus, à l'inévitable corridor international de transport Nord-Sud : des voies ferroviaires, routières et maritimes sillonnant 7 200 kilomètres et reliant la Russie, l'Iran, l'Asie centrale, le Caucase, l'Inde et l'Europe occidentale. L'INSTC est au moins 30% moins cher et 40% plus court que les routes tortueuses existantes.

Bakou – et Ankara – doivent faire preuve d'une grande habileté diplomatique pour ne pas se retrouver exclus de l'interconnexion, même si l'itinéraire initial de l'INSTC reliait l'Inde, l'Iran, l'Azerbaïdjan et la Russie.



Deux camps semblent irréconciliables à ce stade particulier : La Turquie et l'Azerbaïdjan, d'une part, et l'Inde et l'Iran, d'autre part, le Pakistan se trouvant dans une position intermédiaire inconfortable.

Le fait marquant est que New Delhi et Téhéran ont décidé que l'INSTC passerait par l'Arménie - et non par l'Azerbaïdjan - jusqu'à la Russie.

C'est une terrible nouvelle pour Ankara - une blessure que même un Conseil turc élargi ne pourra pas guérir. Bakou, pour sa part, pourrait avoir à faire face aux conséquences désagréables d'être considéré par les principaux acteurs eurasiens comme un partenaire peu fiable.

Quoi qu'il en soit, nous sommes encore loin de la finalité exprimée par le légendaire mantra des casinos, « Rien ne va plus ». Il s'agit d'un échiquier en perpétuel mouvement.

[N'oublions pas, par exemple, les Neuf de Bucarest](#) : Bulgarie, République Tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie et Slovaquie. Il s'agit d'un rêve humide de l'OTAN : le dernier remix de [l'Intermarium](#), qui consiste à bloquer de facto la Russie hors de l'Europe. Une équipe dominante de 5 +3 et des Neuf de Bucarest serait la tenaille ultime en termes d'« isolement » de la Russie.

Mesdames et Messieurs, faites vos jeux.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[New Great Game in the Caucasus and Central Asia](#)

source : <https://asiatimes.com>

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Asia Times](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [Asia Times](#), 2021

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca